DAVIES



Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

Expertise
Litige
Droit public
Actions collectives

Barreau
Québec, 2018

Guillaume est réputé pour sa détermination et la créativité dont il fait preuve dans l'élaboration de solutions aux problèmes de ses clients.

Reconnu pour sa maîtrise des litiges complexes, Guillaume concentre sa pratique sur le droit public, les actions collectives et les différends commerciaux. Il a représenté des clients devant toutes les instances judiciaires, y compris la Cour suprême du Canada, et devant des instances administratives.

Guillaume intervient régulièrement dans des dossiers complexes et de grande envergure, lesquels comportent souvent des ramifications de droit administratif, constitutionnel, pénal ou réglementaire et susceptibles de faire l'objet de contrôles en appel. Il prend part à de nombreuses actions collectives portant sur les droits de la personne, la responsabilité de l'État et des questions de pratiques anticoncurrentielles. Il intervient également dans des procédures d'injonction ou de contrôle judiciaire découlant du processus de négociation dans le secteur public ou d'enquêtes réglementaires. Son travail couvre un large éventail de domaines, notamment la réglementation des sociétés d'État, l'éthique et la discipline professionnelles, la réglementation des services de santé, les sanctions économiques et la protection des consommateurs.

Guillaume a été président de la section du droit administratif, du droit constitutionnel et des droits de la personne de l'Association du Barreau canadien – Division du Québec, il est membre du comité directeur du concours de plaidoirie Laskin en droit administratif et constitutionnel et il a été président de la *Revue juridique étudiante de l'Université de Montréal*, qu'il a cofondée.

Mandats représentatifs

Tigre Géant
Représentation en défense de **Tigre Géant** dans le cadre d'une action collective intentée au Québec relativement à des allégations d'« écoblanchiment», ou déclarations environnementales trompeuses, concernant des sacs recyclables.

Priceline.com et Kayak.com
Représentation de **Priceline.com** et de **Kayak.com** en vue de leur défense dans le cadre d'une action collective en matière d'indication de prix partiel devant la Cour supérieure du Québec.

L'honorable Morris J. Fish - Troisième examen indépendant de la Loi sur la défense nationale
Conseiller juridique de **l'honorable Morris J. Fish**, ancien juge de la Cour suprême du Canada et juriste en résidence chez Davies, dans le cadre de la préparation et de la rédaction de son rapport au ministre de la Défense nationale sur certaines dispositions de la Loi sur la défense nationale et leur application. Le rapport de plus de 400 pages déposé le 1er juin 2021 inclut 107 recommandations de grande envergure, une majorité desquelles concernent le système de justice militaire, y compris l'indépendance de ses acteurs, le traitement des allégations d'inconduite sexuelle, la police militaire et la surveillance de la police. Les autres recommandations sont liées aux griefs militaires et au processus d'examen indépendant. Lors du dépôt du rapport au Parlement, le ministère de la Défense

DAVIES

Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

nationale a décrit l'examen comme étant « l'examen indépendant le plus complet et le plus approfondi du système de justice militaire depuis les examens menés par l'ancien juge en chef du Canada, Brian Dickson, à la fin des années 1990».

Groupe Gorski Ltée

Représentation de **Groupe Gorski Ltée** dans le cadre de son litige contre Absolunet Inc. découlant du contrat intervenu entre les parties pour la création d'une nouvelle plateforme de commerce électronique.

Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ)

Représentation avec succès de **Les avocats et notaires de l'État québécois** (LANEQ), syndicat professionnel représentant la grande majorité des avocats et notaires qui travaillent pour la fonction publique québécoise ou pour d'autres organismes mandataires de l'État (Agence du revenu du Québec, Régie de l'énergie, Autorité des marchés financiers et Autorité des marchés publics), relativement à ses négociations avec le gouvernement du Québec, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un nouveau régime de négociation collective pour ses membres. Le gouvernement du Québec et LANEQ ont conclu une entente établissant un comité paritaire chargé de déterminer si les avocats et notaires de la fonction publique québécoise ont un caractère distinctif. Le gouvernement s'est engagé à modifier leur régime de négociation collective dans un tel cas. L'entente a été qualifiée d'« historique» par les deux parties.

Association des avocats de la défense de Montréal

Représentation de l' **Association des avocats de la défense de Montréal (AADM)** devant la Cour suprême du Canada dans le cadre de l'affaire *Procureure générale du Québec, et al.* c. *9147-0732 Québec inc.*, dans le cadre de laquelle la Cour s'est prononcée pour la première fois sur la possibilité pour les sociétés par actions et les autres personnes morales d'invoquer le droit à la protection contre « tous traitements ou peines cruels et inusités» conféré par la constitution.

René Allard, pour le compte de cadres retraités du gouvernement du Québec et leurs conjoint(e)s

Représentation du représentant **René Allard** relativement à une action collective dans le cadre de laquelle des dommages-intérêts sont réclamés au gouvernement du Québec pour le compte de membres retraités du personnel de gestion des secteurs de la fonction publique et parapublique du Québec, ainsi que leurs conjoints, et portant sur la constitutionnalité d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale du Québec suspendant unilatéralement et modifiant rétroactivement l'indexation de leur pension de retraite. L'action collective a été autorisée par la Cour d'appel du Québec.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** dans le cadre de sa contestation constitutionnelle de l'article 22.6 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** relativement à sa demande d'autorisation d'intervenir présentée au soutien d'une demande d'autorisation d'appel devant la Cour suprême du Canada.

Formula E Operations Ltd.

Représentation avec succès de **Formula E Operations Ltd**. (« FEO») relativement à

DAVIES

Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

son action consécutive à la décision de la Ville de Montréal d'annuler l'« ePrix de Montréal». Outre l'action en dommages-intérêts contre la Ville de Montréal, FEO a fait également valoir des réclamations dans le cadre de la faillite de « Montréal c'est électrique», l'organisme sans but lucratif formé par la Ville pour gérer l'« ePrix de Montréal».

Groupe Michelin
Représentation du **Groupe Michelin** relativement à l'acquisition de Camso Inc., l'un des leaders mondiaux dans la conception, la fabrication et la distribution de pneus hors route, de roues, de chenilles et de convoyeurs à courroie, pour un prix d'achat de 1,7 milliard de dollars américains. Camso dispose d'établissements dans plus de 25 territoires à l'échelle mondiale.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires
Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** dans le cadre d'une demande en jugement déclaratoire à l'encontre du Procureur général du Québec et de la Régie de l'assurance maladie du Québec relatif à l'interprétation d'une loi adoptée récemment par l'Assemblée nationale concernant certaines obligations imposées à tous les pharmaciens du Québec.

Daisye Marcil
Représentation de clients en demande dans le cadre d'une action collective qui visait l'ensemble des parents du Québec qui ont eu à débourser des frais pour l'achat de manuels scolaires ou de matériel didactique alors que ces frais auraient dû être assumés par les commissions scolaires.

Brault & Martineau Inc., Corbeil Électrique Inc. et Sears Canada Inc.
Représentation en défense de Brault & Martineau Inc., de Corbeil Électrique Inc. et de Sears Canada Inc. dans le cadre de différentes actions collectives intentées au nom de consommateurs alléguant que la vente de garanties supplémentaires violerait les dispositions de la Loi sur la protection du consommateur.

Distinctions

Chambers Canada
Litige commercial général: Québec

Best Lawyers Canada
Droit administratif et public; litige, droit des sociétés/droit commercial
Ones to Watch

University of Cambridge
The William Charnley Prize in Law
2017

Institut canadien d'études juridiques supérieures
Bourse d'études Le très honorable Paul Martin père
2016

Université de Montréal
Prix d'excellence Spiegel Sohmer en droit fiscal et commercial
2015

Université de Montréal
Prix Herbert-Marx d'excellence en rédaction juridique

DAVIES

Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

2014

Université de Montréal
Prix d'excellence Rodolphe-Lemieux en droit international public
2014

Conférences et exposés

Conférences et exposés
Association du Barreau canadien, « Les faits saillants du premier quinquennat de Vavilov et ses impacts en matière fiscale»; Montréal, QC
13 mai 2025

Conférences et exposés
Association du Barreau canadien, Revue de la jurisprudence de l'année 2021 en droit constitutionnel, « Les revues jurisprudentielles»; webinaire
12 avr. 2022

Article
« Régime contractuel de l'État», co-auteur
1 avr. 2022
Droit administratif (JurisClasseur Québec)

Conférences et exposés
Conférencier invité, cours de Droit criminel avancé, Université McGill Faculté de droit, « L'inconduite sexuelle au sein des Forces armées canadiennes»; Montréal, QC
21 mars 2022

Conférences et exposés
Conférence des Associations de la défense (L'Institut de la CDA), Série en ligne intitulée « Making National Security Safe», « Modernizing Military Justice»; webinaire
12 oct. 2021

Conférences et exposés
Coprésident et conférencier, Association du Barreau canadien, Revue de la jurisprudence de l'année 2020 en droit constitutionnel, « Les revues jurisprudentielles»; webinaire
30 mars 2021

Article
« Les honoraires en demande en matière d'actions collectives: comment éviter de jouer à l'apprenti-sorcier en vue de moduler le comportement des avocats», coauteur
3 mai 2019
Développements récents au Québec, au Canada et aux États-Unis, vol. 455
(Colloque national sur l'action collective)
En savoir plus

Perspectives

Les avocats et avocates de Davies à l'honneur dans *Best Lawyers*
3 sept. 2026

DAVIES

Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

La Constitution garantit la disponibilité d'un contrôle de la légalité
6 août 2026

Cour suprême du Canada: les effets potentiels d'une loi peuvent entraîner son inapplicabilité constitutionnelle
18 juin 2025

Changements au régime de protection du consommateur au Québec: sanctions administratives pécuniaires et augmentation des amendes pénales
14 janv. 2025

Davies accueille sept nouveaux associés
6 janv. 2025

La cohérence plutôt que la déférence: les règlements sont soumis aux mêmes normes de contrôle judiciaire que les autres décisions administratives
15 nov. 2024

L'équilibre des pouvoirs: La Cour suprême confirme que le gouvernement n'a pas d'immunité absolue contre les dommages en vertu de la *Charte* lorsqu'il adopte une législation inconstitutionnelle
26 juil. 2024

Les lois sur les valeurs mobilières du Canada ont le bras long: la Cour suprême en confirme la portée transfrontalière
13 déc. 2023

Le Canada impose des obligations en matière de rapport concernant le travail forcé et le travail des enfants
5 mai 2023

Le *Financial Times* met Davies en nomination pour un prix *Innovative Lawyers North America* de 2021
16 nov. 2021

Morris J. Fish, juriste en résidence chez Davies, dépose son rapport sur le système de justice militaire canadien
4 juin 2021

La protection contre les traitements ou peines cruels et inusités: le cas des amendes minimales
18 mai 2021

De nouvelles balises pour encadrer le droit administratif: le plus haut tribunal du pays revoit le cadre d'analyse applicable au contrôle judiciaire des décisions administratives
14 janv. 2020

Formation

University of Cambridge, LL. M. (Droit international public), 2017
Université de Montréal, LL. B., 2015

Barreau

Québec, 2018

Engagement communautaire

DAVIES

Guillaume Charlebois
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6404

Courriel
gcharlebois@dwpv.com

Association du Barreau canadien, Division du Québec, Section de droit constitutionnel et droits de la personne, ex-président
Revue juridique étudiante de l'Université de Montréal, cofondateur et ex-président

Adhésions professionnelles

Association du Barreau canadien